



Notre République et notre démocratie sont en danger : il faut des alternatives de progrès social

Le 9 juin, au soir des élections européennes plaçant en France le Rassemblement National à un score historique, très loin devant les autres partis politiques, le chef de l'Etat a décidé de dissoudre immédiatement l'assemblée nationale. A la veille de l'ouverture des Jeux Olympiques et Paralympiques en France, au prétexte de clarification politique, une procédure électorale expéditive risque de déboucher sur un bouleversement politique portant l'extrême droite au gouvernement.

Les organisations syndicales signataires de cet appel, toutes représentées au CSA ministériel de la Jeunesse et des Sports, rejoignent les déclarations de leurs fédérations respectives au CSA de l'éducation nationale le 11 juin et de leurs confédérations.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (confié à Léo Lagrange en 1936) a été construit sur les bases d'un grand projet d'émancipation et les idéaux humanistes et universalistes avant la seconde guerre mondiale. Reconstitué à la Libération sur le même modèle associant l'éducation populaire aux sports éducatifs il a été repris et développé par des personnalités progressistes de différentes familles politiques.

Ce projet originel a été détricoté par une partition politique séparant le sport de l'éducation populaire, par l'obsession des privatisations, par la diminution des moyens dévolus à l'éducation.

Notre République et notre démocratie sont en danger. Il faut répondre à l'urgence sociale, éducative et environnementale et entendre les aspirations des personnels Jeunesse et Sports exprimées par leurs syndicats représentatifs, or, nous constatons et déplorons la dégradation du dialogue social, et sa quasi inexistence dans les académies. La loi de transformation de la fonction publique a fait disparaître le paritarisme, renforçant les autoritarismes de proximités et les arbitraires de gestion.

Les moyens dévolus aux associations sont soumis à des procédures sécuritaires laissant place aux interprétations locales (contrat d'engagement républicain). Les discours tenus sur les jeunes révèlent une volonté politique de promouvoir des instruments idéologiques préparant à une notion militarisée de l'engagement, tel le SNU qui mélange les genres entre formation et formatage. L'ANS amorce la disparition de la moitié des effectifs de Jeunesse et Sports.

En tant qu'organisations syndicales attachées au progrès social et à la démocratie nous portons haut et fort les principes républicains, les principes d'égalité, de liberté, de laïcité, de tolérance. Ces notions vont bien au-delà d'un vote protestataire et/ou de rejet de travers monarchiques d'un président de la République. Comment peut-on croire qu'on luttera contre l'obscurantisme, l'autoritarisme, la haine, le racisme, l'antisémitisme, les LGBTI phobies, le sexisme, ... en votant pour des programmes à l'origine des dégradations en cours ou qui maquillent leur vrai

dessein ? Comment peut-on croire qu'une ignorance ou une vision technocratique du dérèglement climatique peut aider à comprendre les migrations déjà amorcées de populations ? Comment peut-on prétendre améliorer les conditions de vie en augmentant les salaires par la diminution des cotisations sociales qui financent l'hôpital, et des mutuelles qui fragilisent la sécurité sociale ?

Nos organisations syndicales luttent toutes, avec leurs diversités, pour la solidarité, le renforcement des services publics qui nous permettront de lutter efficacement et faire un rempart contre toutes les idées de régression d'où qu'elles viennent.

Dans ce moment de bascule pour notre démocratie, notre responsabilité est bien d'offrir des perspectives de progrès social à nos collègues, aux différentes jeunessees, à l'ensemble de la population.

Nous en appelons à la conscience critique pour décrypter les idées d'extrême droite, mettre un coup d'arrêt aux politiques de régression de ces dernières années, et à garder toute l'indépendance syndicale indispensable pour qu'un arc politique de progrès social ne déçoive pas les forces citoyennes d'émancipation.

Nos organisations vous invitent à une heure d'information syndicale vendredi 21 juin de 12h à 13h pour échanger et analyser la situation.